



La Belgique refait son unité en participant à l'intervention en Libye

BRUXELLES - La Belgique, incapable depuis près de quatre ans de s'entendre sur son propre avenir, a refait provisoirement mais néanmoins spectaculairement son unité sur le dossier libyen en devenant l'un des premiers pays de l'UE à participer aux frappes aériennes.

La crise politique est quasi constante en Belgique depuis 2007. Les Flamands réclament une plus large autonomie pour leur région, que les francophones rechignent à accepter. Depuis les élections de juin 2010, aucun nouveau gouvernement n'a vu le jour et l'équipe sortante, dirigée par le Premier ministre Yves Leterme, est uniquement censée expédier les "affaires courantes".

Ce gouvernement sans majorité stable a pourtant décidé d'engager six avions F-16 et un navire chasseur de mines dans la coalition internationale mise sur pied. La décision a été approuvée lundi à la quasi-unanimité par les députés (125 sur 126).

"L'idée existe largement en Belgique qu'il y a un devoir d'ingérence lorsqu'une population est malmenée par son régime, a fortiori lorsque cette action se fait dans le cadre de l'ONU, un élément jugé très important par les Belges depuis la fin de la Guerre froide", a déclaré à l'AFP le professeur de l'Université de Gand, Rik Coolsaet, pour expliquer cette célérité.

"Assez vite, il y a eu un sentiment qu'on ne pouvait pas ne rien faire" en Libye, a ajouté ce spécialiste de la politique étrangère belge.

"La démocratie est une valeur universelle et c'est en son nom que le peuple libyen souhaite prendre son destin en mains. C'est aussi en son nom et dans le strict respect des objectifs fixés par les Nations unies que nous devons aider ce peuple à gagner sa liberté", a déclaré solennellement Yves Leterme au cours d'une séance extraordinaire de la Chambre des représentants lundi.

Quelques minutes avant ce vote, le ministre de la Défense, Pieter De Crem, avait annoncé qu'un détachement de quatre F-16 belges avait entamé vers 15H00 (14H00 GMT) une première mission.

Preuve de l'attachement traditionnel de la Belgique au multilatéralisme, les représentants de plusieurs partis ont exigé lundi que l'opération respecte strictement le cadre de la résolution 1973 et souligné l'importance de conserver le soutien des pays de la région et de la population libyenne.

"A défaut, les opposants à cette intervention auront beau jeu de crier à de nouvelles croisades occidentales", a averti l'élu socialiste Patrick Moriau.

En réponse, Pieter De Crem a souligné que les F-16 belges respecteraient des "règles d'engagement spécifiques pour permettre la protection de la population civile".

"L'objectif est, dans les plus brefs délais, de passer au commandement de l'Otan pour imposer le respect de la zone d'exclusion", a également expliqué M. De Crem, alors que l'alliance était toujours divisée lundi soir sur son rôle éventuel dans l'opération libyenne.

Pieter De Crem avait semé un certain trouble dans la matinée en évoquant une "opération offensive" en Libye. Ajoutant à la confusion, Yves Leterme avait quant à lui affirmé sur une radio que l'objectif de "déloger" le colonel Kadhafi avait été "clairement énoncé" par la communauté internationale.

Plus prudent dans l'après-midi, M. Leterme n'a évoqué devant les députés comme objectifs que "l'obtention d'un cessez-le-feu immédiat", "la fin totale de la violence contre les personnes civiles" et "le respect par la Libye du droit international".

(©AFP / 21 mars 2011 19h42)